



Cercle des Réseaux Européens

Déjeuner avec Diederik Samson,

Chef de cabinet de Frans Timmermans

20 mai 2020

Le 20 mai, le Cercle des Réseaux Européens a eu le plaisir d'accueillir Diederik Samson, chef de cabinet du commissaire en charge du Green Deal et vice-président de la Commission, Frans Timmermans, pour échanger sur la place du Green Deal dans la relance économique européenne suite à la crise du Covid-19.

Présentation générale du Green Deal

Le Green deal est le premier grand projet présenté par la Commission européenne, en décembre 2019, quelques jours à peine après sa mise en place. Il s'agit d'un projet très ambitieux, qui ne se limite pas à quelques mesures mais tente de répondre aux objectifs que s'est fixée l'UE lors des Accords de Paris. L'approche du Green Deal se veut holistique mais avec des réponses appropriées, liées aux diversités sectorielles et nationales.

Le Green deal se fonde principalement sur la science, sur des critères précis et se présente comme un « paquet » de mesures cohérentes les unes avec les autres, en combinant de nombreuses mesures politiques qui ont toutes un même objectif : atténuer les activités dangereuses pour notre environnement, pour notre écosystème. La transition économique est un projet politique collectif.

Autre aspect important qu'il faut noter dans ce Green deal, la nécessité d'éviter de faire de cette transition environnementale une politique élitiste, ne bénéficiant qu'aux mieux armés de nos citoyens. C'est ce qu'a révélé notamment la crise des gilets jaunes en France : des inégalités dans les mesures écologiques.

L'UE fait donc particulièrement attention à créer une politique environnementale inclusive, notamment à travers les fonds de transition qui vont aider sur ces questions.

Le Green Deal dans le contexte de la crise et de la relance économique

Sur le contexte actuel et la place du Green Deal dans la relance économique après la crise du Covid-19, le « Plan Marshall » européen doit permettre de répondre aux défis économiques sans amoindrir les engagements politiques en matière de transition écologique. Au contraire, le Green Deal est pensé comme le pilier de la relance économique.

D'ailleurs, le Green deal avait déjà été pensé, dès fin 2019, comme un plan pouvant favoriser la croissance et la relance économique.

La logique est donc de garder les ambitions du Green Deal intactes et de s'aider des projets, secteurs et politiques déjà identifiés dans le Green Deal pour flécher le plan de relance, et ainsi profiter de l'opportunité pour construire dès maintenant l'économie de demain. Il faut surtout éviter de refinancer l'économie d'hier alors qu'elle sera amenée à changer.

Des investissements considérables, du privé et du public, sont indispensables, ainsi qu'une très grande coordination au niveau européen et un calendrier précis. L'UE a la capacité de surmonter cette crise, notamment à travers le Green, main dans la main avec les entreprises.

L'énergie et le Green deal : quelle synergie ?

La stratégie sur l'énergie, incluse dans le Green deal, vise à intégrer différentes sources, dont l'hydrogène mais d'autres aussi, notamment renouvelables, et à massivement favoriser l'investissement pour mieux les intégrer au système énergétique européen et favoriser leur utilisation par les industries. Le Green deal veut s'ouvrir à différentes sources d'énergie sans pour l'heure n'en exclure aucune.

Les besoins en investissements, notamment concernant l'hydrogène mais aussi d'autres sources d'énergie ou encore l'accroissement de la résilience du système énergétique européen, nécessite d'immenses investissements.

Il faut rapidement un système plus responsable et beaucoup moins dépendant des pays tiers, particulièrement après la crise du Corona-19. Néanmoins la prise en compte des différences nationales est nécessaire.

La rénovation accélérée par le Green deal

Le Plan sur la rénovation des bâtiments confirme qu'il s'agit d'un secteur avec un grand potentiel de décarbonisation en Europe. Le plan de rénovation des bâtiments est l'un des éléments clés du Green deal. L'objectif de la Commission européenne est de passer de 1% de rénovation par an des bâtiments à 3% pour avoir un réel effet en termes d'efficacité énergétique. Il s'agit de plus d'un vrai vivier d'emplois et de croissance. Mais la simple rénovation des bâtiments n'est pas suffisante : il faudra innover dans les techniques de rénovation. La Commission sera très attentive à ces innovations. Sur la stratégie sur la rénovation, la Commission se focalisera sur comment mieux isoler les bâtiments. Sur les aspects plus secondaires de la rénovation (matériaux et autres), pour l'heure le manque de données ne permet pas d'inclure plus d'éléments dans la proposition législative.

Finance et Green deal

InvestEU est tout désigné pour être le bras financier de ce plan vert. Pour le fléchage des investissements, les critères développés par la taxonomie sur la finance durable viendront guider les décisions des investisseurs et de la Commission européenne dans le choix des projets. La taxonomie sera donc le référentiel pour l'allocation des fonds d'InvestEU.

La taxonomie sur la finance durable va permettre de centrer les investissements sur des activités dont on est sûrs quelles vont concrètement favoriser la transition vers une économie plus verte et soutenable. La question plus spécifiques des activités de transition est encore très politique, notamment au Parlement européen, rendant l'inclusion de certaines activités assez complexes.

Transports et green deal

L'aviation fait face à une crise grave et quasi existentielle et il faut, à l'heure actuelle, massivement subventionner ce secteur pour le sauver, ce que font les différents Etats membres de l'Union. C'est aussi un enjeu de connectivité des territoires.

La Commission européenne, à travers notamment le Green deal, souhaite renforcer l'innovation dans ce secteur et favoriser une transition rapide vers un marché moins énergivore. Pour cela, des partenariats public/privé seront favorisés, des fonds débloqués pour la recherche vers une aviation plus verte et plus durable vont être renforcés.

La Commission a confiance dans la capacité du secteur à innover et à s'adapter au nouveau contexte.

Si les transports publics sont absents des annonces faites par la Commission européenne, et plus particulièrement par Thierry Breton, sur les 14 écosystèmes privilégiés dans le Plan de relance, ils sont, au même titre que la rénovation des bâtiments, l'un des secteurs clés pour répondre aux objectifs que s'est fixée la Commission dans le Green deal. De plus, les secteurs identifiés ne sont pas définitifs dans ce Plan de relance. Les 14 écosystèmes avaient été définis avant la crise.

Le Green deal va particulièrement se pencher, à travers des fonds, sur les transports publics qui sont absolument essentiels pour une économie plus décarbonée et sont particulièrement impactés en cette période de pandémie.

Sur les transports publics à un niveau plus continental, il sera nécessaire dans un avenir proche de pouvoir faire des trajets de longue distance à faible intensité carbone (train) et limiter les trajets trop énergivores (avions). C'est une nécessité sur laquelle va devoir se pencher la Commission et le Green Deal. Des investissements massifs seront nécessaires dans ce secteur à l'avenir.

Automobile, batteries et Green deal : une nouvelle combinaison à trouver

L'alliance européenne de la batterie est un vrai succès qui constitue un étalon pour d'autres projets d'envergure. Dans l'attente d'une proposition de la Commission européenne sur ces alliances européennes en novembre, les discussions sur le contenu de cette proposition sont intenses.

D'autres alliances de ce type vont être proposées car le modèle marche parfaitement et a fait ses preuves. Aujourd'hui, le secteur de la batterie est en croissance en Europe. Cela permet de fixer des objectifs clairs en termes industriels à l'Union et d'imposer les standards européens au reste du monde. L'autonomie stratégique européenne sur certains secteurs clés est l'un des enjeux des prochaines années et le Green deal y contribuera.

Le monde actuel est très différent de celui d'il y à 30 ans. La génération actuelle ne rêve plus d'une voiture par personne et le secteur automobile va devoir s'adapter à cette évolution des mentalités vers un service plus partagé, plus vert. Le futur de l'industrie auto est très challengé par le monde actuel.

Il faudra donc développer des coopérations entre le public et les industries pour favoriser l'électrification, le partage des voitures etc. Il va donc falloir massivement investir dans l'innovation, particulièrement dans ce contexte de crise, pour changer notre production vers un système plus vert. La mobilité du futur, notamment pour le secteur automobile, se joue aujourd'hui.